

BULLETIN OFFICIEL DES ARMÉES



Édition Chronologique n° 26 du 22 juin 2017

PARTIE TEMPORAIRE
Administration Centrale

Texte 13

ARRÊTÉ

modifiant l'arrêté du 23 janvier 2017 relatif à l'ouverture, en 2017, d'un concours pour le recrutement de sous-officiers commis greffiers de carrière du service de la justice militaire. (Visa du contrôle budgétaire comptable et ministériel n° 1334 du 17 mai 2017).

Du 23 mai 2017

DIRECTION DES AFFAIRES JURIDIQUES : *division des affaires pénales militaires.*

ARRÊTÉ modifiant l'arrêté du 23 janvier 2017 relatif à l'ouverture, en 2017, d'un concours pour le recrutement de sous-officiers commis greffiers de carrière du service de la justice militaire. (Visa du contrôle budgétaire comptable et ministériel n° 1334 du 17 mai 2017).

Du 23 mai 2017

NOR D E F S 1 7 5 0 9 6 5 A

Texte modifié :

Arrêté du 23 janvier 2017 (BOC n° 20 du 11 mai 2017, texte 12).

Référence de publication : BOC n° 26 du 22 juin 2017, texte 13.

Le ministre de la défense,

Vu le décret n° 2008-930 du 12 septembre 2008 modifié, portant statuts particuliers des corps d'officiers greffiers et de commis greffiers du service de la justice militaire ;

Vu l'arrêté du 6 février 2014 modifié, relatif au recrutement des commis greffiers de carrière du service de la justice militaire ;

Vu l'arrêté du 23 janvier 2017 relatif à l'ouverture, en 2017, d'un concours pour le recrutement de sous-officiers commis greffiers de carrière du service de la justice militaire,

Arrête :

L'arrêté du 23 janvier 2017 est modifié comme suit :

Art. 1er. dans le corps du texte ; premier alinéa.

Au lieu de : « Un concours pour le recrutement de quatre sous-officiers commis greffiers de carrière du service de la justice militaire sera organisé en 2017. » ;

Lire : « Un concours pour le recrutement de cinq sous-officiers commis greffiers de carrière du service de la justice militaire sera organisé en 2017. ».

Art. 2. Le présent arrêté sera publié au *Bulletin officiel des armées*.

Pour le ministre de la défense et par délégation :

La directrice des affaires juridiques,

Claire LANDAIS.